

La législature qui débute sera européenne. Jamais peut-être l'Union européenne n'a été aussi indispensable à la mise en œuvre de notre projet progressiste : dans une Europe intégrée et un monde globalisé, notre combat pour l'encadrement de la finance, la justice sociale, la jeunesse, une croissance durable et innovante est impensable sans action résolue à l'échelon européen.

L'Union européenne a aussi besoin de notre projet. Elle traverse la plus grave crise de son histoire. Cette crise n'est pas seulement la conséquence du krach de 2008, elle est plus profonde et politique. Elle traduit les limites d'un modèle insuffisamment régulé et durable, d'une intégration superficielle en matière économique, fiscale et sociale, d'un système politique obscur, désavoué par les citoyens. La construction européenne est à un tournant : elle a besoin d'un nouvel élan et celui-ci doit être progressiste. Pour que le projet européen ait encore un avenir, nous devons dépasser une Europe réduite à gérer son marché intérieur pour construire une Europe politique, qui soit enfin une démocratie de plein exercice et porte un projet commun face aux défis de la mondialisation.

Élus de la République, cet enjeu est entre nos mains : nous sommes des responsables politiques européens, car les décisions nationales et européennes sont interdépendantes. **Nous nous engageons ainsi à porter toutes les initiatives qui contribuent, en Europe, à la mise en œuvre de notre projet europrogressiste** contre les conceptions conservatrices et mercantiles qui minent le projet européen.

Le renforcement de l'Union économique et monétaire, pour concilier stabilité et croissance, est une urgence. Nous devons également porter une stratégie de croissance durable et solidaire, fondée sur l'éducation, l'innovation, la ré-industrialisation, la transition énergétique, la promotion de l'économie sociale. Ces politiques publiques doivent se développer au niveau européen pour être pleinement efficaces.

L'Union européenne ne doit plus être synonyme de simple mise en concurrence, mais de progrès social. L'harmonisation fiscale et sociale doit être garantie, comme la possibilité pour chacun de jouir partout en Europe de ses diplômes et de ses droits. Le marché européen ne doit plus être conçu d'abord pour les entreprises et les investisseurs, mais également pour les travailleurs et les régulateurs.

Une stratégie commune dans la mondialisation est indispensable aux Européens. Notre richesse est le fruit de nos complémentarités, non de notre dispersion. Il est grand temps que l'Union se dote d'une vision géoéconomique, d'une diplomatie et d'une défense commune pour peser sur la marche du monde.

La démocratisation de l'Union européenne est un combat capital que nous nous engageons à mener en tant que parlementaires. Nous assumerons nos divergences politiques dans les débats européens et associerons les citoyens à nos prises de position. Cette clarification est essentielle pour sortir d'une conception technocratique de l'Union européenne qui favorise le mépris et la défiance pour « l'Europe de Bruxelles », et par là-même l'escalade de l'abstention et des votes extrémistes eurosceptiques.

Le système européen doit se démocratiser : la Commission européenne doit gagner en légitimité, le Parlement européen, en compétences, le Conseil, en efficacité et en transparence. Il est tout aussi urgent de doter l'Union d'un véritable budget, base de toute démocratie parlementaire et condition *sine qua non* de son ambition.

En tant que législateurs, nous nous engageons donc à lutter pour une Europe de progrès !